

Investissement étranger—Loi

M. Nystrom: Tout leur échappe.

M. Broadbent: Je suis certain, monsieur l'Orateur, que votre position est totalement impartiale dans ce débat. J'aimerais, en particulier, parler de deux questions qu'a soulevées le député de Crowfoot.

Une voix: Allez-vous parler du bill?

M. Broadbent: Oui, j'y arrive. Nous venons tout juste d'entendre une autre sortie intéressante de l'homme d'esprit du parti conservateur et j'espère que le député prendra part au débat plus tard. Je veux aborder deux questions qui sont, je pense, importantes et qui découlent des remarques qu'à faites cet après-midi le député de Crowfoot. Commentant son propre amendement et d'autres amendements présentés par des membres de ce parti fossile à ma droite qui ont affirmé que le bill allait trop loin mais qu'ils l'appuieraient, il a ensuite présenté quelques amendements qui ne pourraient qu'amoindrir les pouvoirs dont le gouvernement peut disposer pour réglementer la mainmise étrangère. Ces amendements visent à donner aux provinces plus d'autorité et je pense que cet apport d'autorité équivalra à un pouvoir de veto à l'endroit de cette mesure.

Je demande aux députés conservateurs de réfléchir très sérieusement à ces problèmes, notamment au cas des provinces pauvres. Ce sont ces problèmes dont le gouvernement fédéral doit tenir compte dans le projet de loi, non ceux des provinces puissantes, Dieu nous en garde. Voyez le bilan des Tory en Ontario; il est affreux, mais je ne veux pas insister là-dessus. Les provinces puissantes n'envisagent pas le problème de la mainmise étrangère en fonction de leur économie, mais c'est le cas des petites provinces. En effet, parce qu'elles sont économiquement faibles et doivent stimuler la croissance de l'économie et l'emploi, elles sont passablement à la merci du capital étranger. Elles ont donc tendance à renchérir en essayant de se procurer des fonds des investisseurs particuliers, afin de créer des emplois, ce qui cause un tort irréparable au pays.

Je vois certains Tories à ma droite qui font non de la tête. Permettez-moi de leur citer quelques faits, même si je me rends compte que normalement les faits n'obscurcissent pas leur jugement. Permettez-moi de commencer par la province où le chef de l'opposition (M. Stanfield) était jadis premier ministre. Qu'a retiré la population de cette province, lorsque cette dernière a conclu un marché pour construire une usine d'eau lourde? C'est un des pires marchés jamais consignés dans l'histoire du Canada pour ce qui est des bienfaits qu'en a tirés la population de cette province. Une foule de pressions avaient été exercées sur le premier ministre à l'époque. Je ne dis pas cela parce qu'il était conservateur, mais parce qu'il était premier ministre d'une province qui avait des problèmes économiques. Il a conclu un piètre marché qui a coûté très cher aux contribuables de sa province.

Je passe maintenant à une autre province, le Manitoba. Là encore, le parti conservateur n'aimera probablement pas cet exemple, mais le gouvernement qui a précédé celui du premier ministre Schreyer, un gouvernement conservateur, avait passé un marché avec la Churchill Forest Limited, marché qui déshonorait tout homme politique de n'importe quel parti. Le marché fut annulé peu de temps après l'arrivée au pouvoir du premier ministre Schreyer, et pourtant il a coûté à la province du Manitoba plus de 100 millions de dollars.

Une voix: Combien a coûté Polymer?

[M. Broadbent.]

M. Broadbent: C'était un mauvais marché que la province avait conclu sous les pressions économiques exercées pour créer des emplois. Elle s'est adressée aux marchés de capitaux étrangers pour brasser des affaires.

Une voix: Parlez-nous de Polymer maintenant.

M. Broadbent: Le député aura sa chance. Les gens du Manitoba ont été roulés.

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur pourrait peut-être rappeler à l'ordre les députés à ma droite.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Le député fait une demande dont à mon avis on devrait tenir compte. Il a droit à l'attention de la Chambre.

M. Broadbent: Merci, monsieur l'Orateur. Ce que je veux faire remarquer, c'est que les provinces aux prises avec des problèmes de croissance et de développement économique ont à affronter cette difficulté, et l'un des malheurs de l'histoire canadienne, c'est que les provinces pauvres ont dû rivaliser entre elles dans leurs efforts pour attirer les investissements étrangers. Un bill de ce genre contribuera au règlement de cette situation. Mais si l'on accorde trop de pouvoir aux provinces, comme ce serait le cas si l'on acceptait les amendements proposés par le parti conservateur, nous nous y prendrions bien mal pour régler la question globale de la propriété étrangère dans notre pays.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je crois que le député d'Athabasca (M. Yewchuk) demande s'il peut poser une question au député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent). Est-il d'accord?

M. Broadbent: Certainement.

M. Yewchuk: Si les gouvernements conservateurs sont si terribles, le député peut-il expliquer comment il se fait que ce sont les provinces riches qui ont eu pendant longtemps des gouvernements conservateurs?

M. Broadbent: C'est une situation lamentable qui serait trop longue à expliquer et, une autre fois, je serai heureux de donner au député les éclaircissements qu'il demande. Pour l'instant, je mentionnerai quelques autres exemples dans l'espoir de convaincre mes amis conservateurs de retirer les amendements qu'ils proposent.

Une voix: Et la Saskatchewan?

M. Broadbent: J'entends un député mentionner la Saskatchewan. Je donnerai donc un bon exemple à la Chambre à propos de cette province. Il y avait une entreprise du nom de Parsons and Whitmore au sud de la frontière, dans l'État de New-York, qui avait conclu une entente avec un ancien premier ministre de la Saskatchewan, M. Thatcher, pour la construction d'une fabrique de pâtes et papiers dans cette province. Ce projet devait être financé en grande partie par les habitants de la Saskatchewan. Je demanderais seulement qui devait diriger ce projet et qui devait toucher les bénéfices. D'autre part, je demanderais qui devait prendre les risques. J'assure aux députés que les bénéfiques et les actions devaient aller aux investisseurs étrangers et que le risque devait être pris par les habitants de la Saskatchewan. On raconte maintenant en Saskatchewan, surtout depuis une certaine campagne électorale, que ce marché n'aurait pas été à l'avantage des habitants de la Saskatchewan, et dès que le premier ministre Blakeney